

Quel avenir pour la croissance?

GIOVANNI FERRO LUZZI¹ ET SYLVAIN WEBER²

Parler de croissance économique en 2018 peut paraître désuet, voire absurde. La Suisse n'est-elle pas un des pays les plus riches de la planète? Les ressources naturelles n'étant pas infinies, quel intérêt y a-t-il à chercher une croissance effrénée de la consommation? Afin de limiter la pollution, ne devrait-on pas viser l'exact inverse, c'est-à-dire limiter la croissance, voire même envisager la décroissance? Ces questions, si légitimes soient-elles, reposent sur une vision très restreinte de la croissance comme une fin en soi et n'ayant pour objectif que d'accroître la consommation de biens et de services. Or, la croissance peut se décliner de plusieurs façons, en intégrant par exemple les multiples facettes qualitatives de l'activité économique, telles qu'une réduction de l'impact sur l'environnement, un meilleur équilibre de vie avec moins d'heures de travail, le fait d'être en bonne santé ou encore la conciliation entre vies professionnelle et familiale, mais aussi une prise en charge des retraités et des laissés-pour-compte de la société.

CHOIX DE SOCIÉTÉ

Une possible raison de ce désamour pour la croissance tient vraisemblablement à l'utilisation fréquente du produit intérieur brut (PIB) par habitant pour mesurer la croissance économique, un ratio que l'on sait bardé de défauts, comme celui d'ignorer l'impact de l'activité sur l'environnement, les inégalités de revenus ainsi que la valeur de certaines activités non marchandes. Il ne faut cependant pas jeter le bébé avec l'eau du bain et, sans lui attribuer un quelconque pouvoir incantatoire, reconnaître que le PIB saisit finalement assez bien le volume et la valeur de l'activité économique et ce que cette dernière permet d'assurer comme bien-être matériel à la population du pays. Si un jour, peut-être pas très lointain, tous les véhicules devaient fonctionner sans conducteur et sans carburant fossile, non seulement la qualité des déplacements

et la sécurité s'en trouveront améliorés (on pourra finalement jouer à Angry Birds ou écrire des SMS sans mettre en danger la vie des piétons), et l'empreinte carbone des transports aura drastiquement diminué. Bien sûr, il y aura aussi un enrichissement matériel pour les fabricants et les propriétaires des véhicules, mais rien n'empêche la puissance publique de redistribuer les revenus ou d'intervenir directement comme pourvoyeur de transports par véhicule sans chauffeur. Ce que l'on fait de la croissance est au final un choix de société et il incombe à ses membres d'en décider.

FAIBLE CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ

Ainsi que le rappelle le prix Nobel d'économie Paul Krugman, il y a plusieurs manières de faire chuter le revenu par habitant (récession, guerre, épidémie, etc.), mais une seule de le faire augmenter: l'accroissement de la productivité du travail. Or, les travailleurs deviennent plus productifs d'une part lorsqu'ils sont équipés d'outils plus performants et, d'autre part, lorsqu'eux-mêmes deviennent mieux formés. Aujourd'hui, qu'il s'agisse de robots, d'intelligence artificielle ou d'industrie 4.0, la révolution numérique est sur toutes les lèvres. Dans des domaines aussi variés que l'économie collaborative, les diagnostics médicaux ou encore la fintech, ces progrès devraient générer une très forte croissance économique, étant donné les gains de productivité qu'ils engendrent.

Cependant, dans les faits, ces progrès technologiques ne semblent pas se matérialiser par une croissance exubérante dans la plupart des pays, bien au contraire. Le PIB suisse par habitant n'a ainsi augmenté que de 0,3% par an en moyenne depuis 2010 alors que le taux de croissance s'était élevé à 2,2% en moyenne pendant la décennie des années 2000³, et ce malgré la crise des subprimes de 2008. Il existe sans doute des problèmes statistiques imputables à la difficulté de mesurer ces changements qualitatifs dans la production et la consommation, surtout lorsqu'ils sont aussi rapides. Tout le monde reconnaît

par exemple qu'un smartphone acheté au même prix à dix ans d'intervalle ne procure pas les mêmes services à son utilisateur. Il n'en demeure pas moins que les économistes s'interrogent sur cette faible croissance de la productivité en comparaison de celle que l'on pouvait voir durant les trente glorieuses de l'après-guerre.

RÔLE MAJEUR DU RELATIONNEL

De manière plus pernicieuse, cependant, la Suisse semble particulièrement affectée par cette panne de croissance de la productivité et se révèle plutôt médiocre en comparaison des autres pays de l'OCDE, qui l'ont rattrapée, voire dépassée pour certains d'entre eux, comme l'Allemagne et les Pays-Bas.

Faut-il dès lors s'en préoccuper? Pas nécessairement. En effet, le Conseil fédéral semble avoir pris la mesure de l'importance de se concentrer ces prochaines années sur le développement de l'innovation, mais aussi sur la formation. En ce qui concerne cette dernière, il importe d'anticiper les changements majeurs qui ont déjà commencé à bouleverser la structure des professions dans les économies des pays riches. Certains métiers, notamment ceux dont les tâches sont principalement routinières (administration, backoffice), sont fortement menacés par la numérisation. Les métiers spécialisés dans les hautes technologies ont le vent en poupe, mais des études récentes montrent que les compétences sociales et autres *soft skills* sont également davantage demandés. Il convient donc de ne pas négliger les métiers où la créativité et la part de relationnel jouent un rôle majeur (design, front office, métiers du social). Une vision restreinte et productiviste axée essentiellement sur les *hard skills* pourrait faire perdre le train d'une croissance harmonieuse et équilibrée pour la Suisse. ■

¹ Institut de recherche appliquée en économie et gestion (Ireg), Université de Genève et Haute école de gestion.

² Institut de recherche appliquée en économie et gestion (Ireg) et Université de Neuchâtel.

³ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/themes-transversaux/mesure-bien-etre/tous-indicateurs/economie/pib-reel-par-habitant.assetdetail.3322058.html>

BfB

Un réseau de compétences spécialisées
Révision – Fiscalité – Comptabilité – Conseil

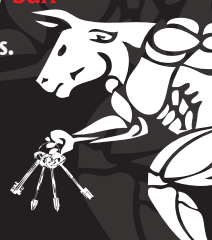
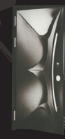
BfB Société Fiduciaire
Bourquin frères et Béran SA

Tél. 022 311 36 44
26, Corratier 1204 Genève
<http://www.bfb.ch>

et ses filiales à Lausanne et Fribourg

COFFRE DEPANNAGE Sàrl

- Plus de 100 coffres en stock, neufs et occasions.
- Coffres-forts et produits de sécurité.
- Blocs Portes Blindés



www.coffredepannage.ch - Tél. 022 774 03 45